

**Follow-up Responses to the House of Commons Standing Committee on Government
Operations and Estimates (OGGO)
Supplementary Estimates (C) 2020-21
March 10, 2021**

**Réponses de suivi au Comité permanent de la Chambre des communes Comité
permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (OGGO)
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2020-2021
Le 10 mars 2021**

1. TBS assessments of the purchase of combatants by DND - **Mr. Pierre Paul-Hus (CPC)** /
Les évaluations du SCT de l'achat de combattants par le MDN – **M. Pierre Paul-Hus
(CPP)** (IASJ)

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

The Canadian Surface Combatant (CSC) project is subject to Treasury Board (TB) approval because it exceeds Ministerial authority. This means that TB approves submissions that are prepared by the lead departments, in this case, the Department of National Defence and Public Services and Procurement Canada. The CSC project is currently in the Definition Phase, for which the contract was announced in 2019. Work is ongoing to design the CSC ships, based off the design of the competitively selected BAE Type 26 ship, to meet Canadian requirements.

The elements reviewed as part of the development of a TB submission are detailed in the *Guidance for Drafters of Treasury Board Submissions*, available at <https://www.canada.ca/en/treasury-board-secretariat/services/treasury-board-submissions/guidance-for-drafters-of-treasury-board-submissions.html>. TB decisions, as well as the documentation that supports them, are subject to Cabinet Confidence. There is no separate review or report that was conducted outside of this process.

Réponse en français:

Le projet de navire de combat de surface canadien (NCSC) nécessite l'approbation du Conseil du Trésor (CT) parce qu'il dépasse les pouvoirs ministériels. Le CT approuve donc les présentations préparées par les ministères responsables, à savoir le ministère de la Défense nationale et Services publics et Approvisionnement Canada dans ce cas-ci. Le projet de NCSC est actuellement à l'étape de la définition, pour laquelle le contrat a été annoncé en 2019. Les travaux de conception des NCSC sont en cours et sont fondés sur la conception du navire de type 26 de BAE Systems, qui a été sélectionné au moyen d'un processus concurrentiel, afin de satisfaire aux exigences canadiennes.

Les éléments examinés dans le cadre de l'élaboration d'une présentation au CT sont indiqués dans le *Guide à l'intention des rédacteurs de présentations au Conseil du Trésor*, qui se trouve à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/presentations-conseil-tresor/guide-lintention-des-redacteurs-de-presentations-au-conseil-du-tresor.html>. Les décisions du CT, de même que la documentation à l'appui de celles-ci, sont considérées comme des renseignements confidentiels du Cabinet. Aucun examen ou rapport distinct n'a été effectué en dehors de ce processus.

2. Additional information on breakdown of PHAC vaccine funding – Mr. Pierre Paul-Hus (CPC) and Mr. Matthew Green (NDP) / Des renseignements supplémentaires sur la ventilation des fonds de vaccins de l'ASPC – M. Pierre Paul-Hus (CPP) et M. Matthew Green (NPD) (PHAC)

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

The response will be provided directly to the committee by the Public Health Agency of Canada

Réponse en français:

La réponse sera fournie directement au Comité par l'Agence de la santé publique du Canada

**3. Ability to meet 2030 greenhouse gas emissions goal – Mr. Irek Kusmierczyk (LPC) /
Capacité de répondre aux émissions de gaz à effet de serre 2030 objectif - M. Irek
Kusmierczyk (PLC) (CGG/CSS)**

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

The Government of Canada is currently on track to meet the 40% emissions reduction target from facilities and light-duty unmodified fleet by 2025.

As of 2019-20, GHG emissions are down 34.6 % relative to the baseline year of FY 2005-06.

GHG reductions from federal facilities can be attributed to:

- The purchase of clean electricity, and ZEV and hybrid vehicles;
- Cleaner, less carbon intensive electricity as a result of provincial and utility actions;
- Improvements to federal district heating and cooling systems;
- Energy efficiency improvements for buildings; and
- Rationalization of the real property portfolio.

Réponse en français:

Le gouvernement du Canada est actuellement en voie d'atteindre l'objectif de réduction de 40 % des émissions provenant des installations et du parc de véhicules légers non modifiés d'ici 2025.

À partir de 2019 2020, les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont diminué par 34,6 % par rapport à l'exercice de référence 2005 2006.

Les réductions de GES provenant des installations fédérales peuvent être attribuées à :

- L'achat d'électricité propre, et de véhicules à émission zéro et hybrides;
- Une électricité plus propre et à plus faible intensité carbonique grâce aux mesures prises par les provinces et les services publics;
- L'amélioration des installations de chauffage à distance et des systèmes de refroidissement fédéraux;
- L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments;
- La rationalisation du portefeuille immobilier.

4. How funds were allocated for the Phoenix damages payment (taxed or net) - Ms. Julie Vignola (BQ) / La façon dont les fonds ont été alloués pour le paiement de dommages-intérêts Phoenix (imposé ou net) - Mme Julie Vignola (BQ) (OCHRO/EMS)

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

Roughly \$1.5b of the \$1.7b requested in Supplementary Estimates C 2020-21 by the Treasury Board Secretariat for vote 15 compensation adjustments is for employees represented by the Public Service Alliance of Canada, of which approximately \$316m are for damages.

Réponse en français:

Environ 1,5 milliards des 1,7 milliards de dollars demandés par le Secrétariat du Conseil du Trésor au crédit 15 pour les rajustements à la rémunération dans le budget supplémentaire des dépenses C de 2020-2021 sont pour les employés représentés par l'Alliance de la fonction publique du Canada, incluant approximativement 316 millions de dollars en dommages.